

Mesures Genetet ou l'entêtement néfaste d'une ministre

Alors qu'en sept ans de mandat Macron les contre-réformes dans l'Éducation se sont enchaînées à un rythme effréné, la ministre Genetet avait promis, lors de sa prise de fonction, une pause et un retour au « dialogue social » pour redonner du souffle à l'institution.

À l'évidence, il est clair que cette promesse Genetet a fait long feu. Non seulement elle n'a pu s'empêcher d'introduire de nouvelles mesures (épreuve anticipée de français en 1ère, note dissociée EMC-Histoire Géo au DNB) afin de marquer son passage au ministère, mais surtout, elle maintient toutes les mesures Choc des savoirs. Certes, elle joue un peu la montre dans l'instauration de certaines (DNB obligatoire pour l'entrée au lycée en 2027) ou s'adapte en fonction des restrictions budgétaires (groupes de niveaux 4ème-3ème), mais elle persiste dans leur application (ou les adapte) alors qu'elles sont très largement dénoncées par le monde de l'Éducation.

Il y a un numéro d'équilibriste à vouloir imposer ces mesures nécessitant un nombre d'enseignant-es non négligeable dans un contexte d'austérité budgétaire et de suppression de postes. Consciente de ne pas avoir les personnels suffisants pour les groupes de niveaux collège, la ministre va très certainement recourir au financement du soutien des élèves en difficultés par le Pacte (Devoirs faits, stages pendant les vacances...), autre mesure rejetée par la CGT Educ'action. Le tout se fera en dehors du temps scolaire, stigmatisant ainsi une nouvelle fois ces élèves qui devront travailler davantage... La CGT Educ'action rappelle que la réussite de tou-ttes les élèves, dans un souci d'égalité, ne peut passer que par des créations de postes permettant une réduction des effectifs par classe et une prise en charge plus individualisée, mais aussi par la mise en place de dispositifs d'aide à ces élèves en difficultés (type Rased).

Avec ces annonces, une chose est sûre : la ministre maintient bien le cap comme elle l'avait promis, auquel le gouvernement ajoute rigueur et violence contre la Fonction publique. Non content de faire payer l'austérité aux fonctionnaires (jours de carence supplémentaires, suppression de postes, gel des salaires...), ce gouvernement continue les attaques contre les métiers de l'enseignement en encadrant plus fortement les pratiques professionnelles. Preuve en est avec l'introduction de la labellisation des manuels en primaire, mesure rétrograde prônée par l'extrême droite et au coût important. Quand l'idéologie est plus forte que les économies à faire...

Face à cette politique gouvernementale et ministérielle rejetée fermement et unanimement par les personnels et les organisations syndicales (mais aussi dans les urnes au printemps), la CGT Educ'action réaffirme son opposition et exige l'abandon de toutes ces réformes. D'autres politiques d'éducation et de financement sont possibles. À nous, dès aujourd'hui, sur nos lieux de travail, de nous organiser. À nous de nous mobiliser pour construire le rapport de force indispensable au recul gouvernemental, de rejoindre la mobilisation Fonction publique de début décembre qui sera fixée par l'intersyndicale du 12 novembre.

Montreuil, le 12 novembre 2024